

2 Débats

Féminisme et «matrimoine»

OPINION

L'acception du mot «patrimoine» englobe tous les biens possédés par une personne, qu'ils proviennent du père, de la mère ou d'autres sources. Le terme «matrimoine» lui fut opposé pour désigner les biens hérités de la mère, jusqu'à la fin du XVI^e siècle, avant de disparaître de la langue. Les mouvements féministes le revendiquent désormais pour parler de l'héritage culturel et historique légué par les générations de femmes. Il vise à rééquilibrer le récit collectif et à sortir de l'oubli l'histoire des femmes.

Les initiatives abondent pour atteindre ce double objectif. La Société vaudoise d'histoire et d'archéologie vient de publier le dossier thématique de la *Revue historique vaudoise (RHV)*: «Les femmes: quelle histoire!», riche de 12 contributions. Celle de Pauline Milani et de Raphaëlle Ruppen Coutaz a retenu notre attention par les questions qu'elle pose: «Comment rendre visible l'invisible? Comment écrire l'histoire des femmes à l'échelle nationale?» Leur réponse: l'édition en ligne d'un *Nouveau Dictionnaire sur l'histoire des femmes en Suisse*, allant de l'Antiquité à aujourd'hui. Elles justifient leur démarche à la fois en raison de la part modeste accordée aux notices biographiques des femmes (5,13% des entrées) par le *Dictionnaire historique de la Suisse (DHS)*, paru entre 2002 et 2014, de l'importance des fonds d'archives et de l'agentivité des femmes dans des contextes très divers.

L'invisibilité des femmes dans l'histoire suisse est avérée. La *RHV* en donne les raisons: société dominée par le patriarcat; répartition inégale des tâches selon les sexes; soumission des femmes. Nous pouvons en ajouter d'autres: retards historiographiques; sous-représentation des femmes dans les organes de décision et scientifiques et politiques d'acquisition des archives.



GILBERT COUTAZ
DIRECTEUR HONORAIRE DES ARCHIVES
CANTONALES VAUDOISES

Réhabiliter le matrimoine, c'est inverser les regards et concevoir l'histoire de l'humanité dans le miroir des femmes

Déjà en 1926, la célèbre militante genevoise Emilie Gourde (1879-1946) observait que «le féminisme en Suisse est de date plus récente que dans la plupart des autres pays» dans l'article y relatif du *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*.

En réalité, l'histoire des femmes a pris son essor à la fin des années 1970. Dix ans plus tôt, Marthe Gosteli (1917-2017) avait créé le premier centre des archives féminines, à Worblaufen. Le projet du *DHS* se concrétisa entre 1988 et 2002. Ses promoteurs étaient conscients des changements des méthodes et des centres d'intérêt de la recherche historique. Ils furent néanmoins contraints à des choix éditoriaux dont la règle de rédaction qui suit en dit beaucoup: «Nous avons autant que possible mentionné la mère et l'épouse (plus rarement l'époux) puisque la plupart des biographies concernent des hommes.» Hormis la rédaction centrale, les femmes

sont largement minoritaires dans les structures d'encadrement du *DHS*. En raison du fédéralisme, les Archives suisses ont variablement anticipé les nouvelles attentes citoyennes et sociétales.

Les documents d'archives sont le reflet de l'environnement dans lequel ils sont produits et conservés. Compris sur la longue durée, ils expriment des positionnements des femmes, d'une période à l'autre, résultant de facteurs changeants: tutelle masculine; apologie morale; proto-industrialisation; droit naturel; origine familiale; éducation; vision dualiste entre les sexes et individualisme social. Les études de genre émergent dans les années 1990.

Le futur dictionnaire sur les femmes entend offrir des notices thématiques et des états documentaires, en plus des biographies. Inspiré par deux spécialistes de l'histoire contemporaine, il doit éviter les effets de grossissement selon les sources disponibles. Reprendra-t-il les notices des dictionnaires précédents, des dignitaires, des couvents de femmes et des béguines, les féministes au Moyen Age, présentes dans *Helvetia Sacra*? Que fera-t-il des femmes citées une seule fois dans les chartiers des établissements religieux du royaume de Bourgogne transjurane (888-1032), dont la répétition des cas confirme un statut social particulier? En fait partie le premier écrit original conservé du canton de Vaud (13 janvier 970), qui révèle une certaine Adza, donatrice, agissant seule, et quatre femmes parmi les témoins.

Réhabiliter le matrimoine, c'est traquer des parcours de vie, rappeler les périodes de luttes et de résistances et refléter l'ensemble des sensibilités féminines. C'est inverser les regards et concevoir enfin l'histoire de l'humanité dans le miroir des femmes. ■

Les défis d'un nouveau nucléaire

PIC ÉNERGIE



LAURENT HORVATH
GÉOÉCONOMISTE DE L'ÉNERGIE,
CHRONIQUEUR

Depuis la catastrophe de Fukushima en 2011, l'industrie du nucléaire s'est démenée afin de faire évoluer la perception médiatique et politique et de retrouver une confiance perdue. En se repositionnant comme un outil de production d'électricité à faibles émissions de CO₂, le secteur semble avoir choisi une bonne stratégie. Le nucléaire représente un peu plus de 4% dans le mix énergétique mondial, mais ambitionne d'augmenter cette part de marché.

Durant la dernière COP sur le climat, le président français Emmanuel Macron a réussi à y intégrer son cheval de bataille avec l'objectif de trouver des fonds pour financer l'ambition nucléaire française. Pour d'autres pays comme l'Arabie saoudite, l'Iran ou les Emirats arabes unis, l'intérêt stratégique réside dans la production d'électricité ainsi qu'à un accès facilité vers l'arme atomique.

Dans ce contexte de redémarrage du nucléaire, l'industrie fait face à plusieurs défis majeurs: un déficit structurel de l'extraction d'uranium, un étranglement de l'enrichissement pour produire le combustible utilisable par les centrales ainsi qu'une omniprésence de la géopolitique.

Pour ce qui concerne l'accès à l'uranium, la flotte mondiale de 436 réacteurs consomme plus de 65 000 tonnes par année. Même si le traité de désarmement Salt, entre les Etats-Unis et la Russie, compense en partie le manque de gisements miniers, une pénurie d'uranium se dessine.

A lui seul, le Kazakhstan fournit 43% des extractions mondiales, avec un pic atteint en 2016. L'entreprise nationale Kazatomprom vient d'annoncer que ses extractions allaient encore diminuer de 10% durant les deux prochaines années par manque d'acide sulfurique, essentiel à la production. Combien de temps encore le Kazakhstan pourra-t-il livrer les clients occidentaux? La question est posée, d'autant que Moscou et Pékin surveillent les opérations de très près. La China National Uranium Corporation détient des droits sur près de 60% de la production kazakhe. Moscou possède 26% des gisements avec des droits sur 20% de la production annuelle. Que le Kazakhstan soit enclavé dans l'étau russo-chinois complique sa liberté de commerce. Les seules voies d'exportation viables de l'uranium kazakh vers les marchés occidentaux passent obligatoirement par ses deux voisins.

Dans le domaine de la transformation d'uranium, la situation est tout aussi tendue. La Russie contrôle la moitié de la capacité d'enrichissement mondiale d'uranium et Rosatom s'occupe de la maintenance de très nombreuses centrales. Sans le Kremlin, l'industrie nucléaire mondiale serait en panne. On comprend mieux que les sanctions européennes et américaines aient soigneusement évité ce domaine, d'autant que Moscou a menacé de couper les livraisons aux Etats-Unis du jour au lendemain. Laisser ce pouvoir dans les mains russes n'est pas idéal, mais tenter l'aventure sans avoir de plan de secours serait catastrophique, d'autant plus que les Etats-Unis comme l'Europe vont vivre une année électorale.

Pour tenter de sortir de cette impasse, l'Angleterre annonce un programme de 350 millions d'euros d'ici à 2030 pour enrichir de l'uranium, mais faut-il encore en trouver. Comble de la dépendance pour Londres, la construction actuelle de ses deux réacteurs nucléaires dépend du financement de la Chine. Secret de Polichinelle, les dépassements financiers et temporels des projets de nouvelles centrales sont les clous qui refermeront le cercueil des ambitions de l'industrie.

Avec ces déficits structurels dans l'extraction et l'enrichissement, couplés aux défis géopolitiques, le prix de la livre d'uranium a quadruplé depuis 2020 pour friser les 100 dollars. Les investisseurs ont senti le bon filon et voient dans cette situation de crise une opportunité financière. La France, qui vient de quitter précipitamment le Mali et le Niger, et de facto leurs mines d'uranium, est le parfait symbole de cette dépendance assumée mais non avouée. Le choix d'implémentations des prochaines centrales nucléaires à travers le monde pourrait bien être fait par Xi Jinping et Poutine. Les pays du Sud pourraient en être les bénéficiaires. ■

SUR NOTRE SITE

Nouriel Roubini

«Les pires scénarios paraissent aussi les moins probables», écrit l'économiste américain devenu célèbre pour avoir prédit la crise financière de 2008. Il reconnaît que 2023 a surpris, avec une inflation qui s'est calmée et des marchés boursiers repartis à la hausse. Pour 2024, il imagine un atterrissage en douceur sans récession.

www.letemps.ch/opinions

Durabilité et confiance, clés de l'économie de demain

OPINION

A Davos cette semaine, les dirigeants du monde entier sont confrontés à des enjeux majeurs tels que la désinformation, le climat, l'énergie et l'environnement. Il est temps de regarder vers l'avenir avec lucidité.

Au cœur des débats se tenant à la SDG Tent, sous l'impulsion d'André Hoffmann, membre du Board of Trustees du WEF, plus de 180 leaders d'entreprises se sont rassemblés pour discuter d'une proposition novatrice pour la Suisse: l'établissement d'un statut juridique officiel pour les «entreprises durables». Portée par l'Alliance pour les entreprises durables, cette proposition a suscité un débat animé. Une effervescence qui ne doit rien au hasard au moment où, aux Etats-Unis et ailleurs, les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) sont remis en question dans un mouvement d'une ampleur inédite. Pourtant, la durabilité va bien au-delà de ces critères, répondant aux impératifs fondamentaux de l'économie réelle. Bien que les critères ESG commencent à faire leur chemin dans le secteur financier, l'agenda de la durabilité interpelle l'ensemble des acteurs économiques. L'Alliance vise à encourager un débat franc et factuel, axé sur l'avenir et éloigné de toute considération politique partisane.

Si la Suisse, en tant qu'hôte du Forum, continue à réaffirmer son rôle sur les questions cruciales internationales, elle n'est pas à l'abri des problèmes socioéconomiques qui touchent les autres pays avancés. De l'inflation à une croissance ralentie, de la pression sur certains secteurs industriels stratégiques au maintien de la compétitivité des petites et moyennes entreprises, la Suisse doit démontrer sa résilience en s'efforçant de combiner innovation et durabilité.



JONATHAN NORMAND
FONDATEUR ET CEO DE LA FONDATION B-LAB,
QUI PROMeut STANDARDS ET CADRES
DE DURABILITE

La Suisse doit démontrer sa résilience en s'efforçant de combiner innovation et durabilité

Le thème du Forum 2024, «Reconstruire la confiance», n'est pas qu'un slogan. Il constitue un impératif stratégique, surtout pour la Suisse, où la pression pour des pratiques transparentes et responsables s'intensifie jusque dans les chaînes d'approvisionnement. Les entreprises doivent non seulement maintenir, mais également accroître la confiance, en se positionnant comme des acteurs crédibles dans un monde fragmenté.

Le contexte international? Plus de 3 milliards de personnes s'approprient à voter cette année, dans une atmosphère où la désinformation s'étale telle une ombre glaçante, rappelant les rues hivernales de Davos. Parallèlement, de grandes entreprises, déterminées à exploiter de nouvelles ressources fossiles, bénéficient du soutien d'investisseurs qui renient

leurs engagements de désinvestissement. De plus, les gouvernements commencent tout juste à saisir l'ampleur des enjeux de souveraineté liés à l'intelligence artificielle.

L'idée selon laquelle les organisations économiques pourraient s'affranchir de la gestion de la durabilité est non seulement illusoire, mais aussi contre-productive. Le développement et l'essor de pratiques durables incitent l'ensemble des secteurs économiques à unifier leurs démarches environnementales, sociétales et de gouvernance. Cependant, il est clair que les initiatives privées ne suffisent plus aujourd'hui pour établir des règles du jeu équitables et pour orienter les entreprises sur la marche à suivre en la matière.

Notre proposition consiste en un statut que les entreprises adopteraient sur une base volontaire, mais qui leur conférerait un avantage concurrentiel immédiat par le biais d'incitatifs, tout en anticipant les obligations de conformité à venir, ainsi que des obligations extra-financières qui seront requises très prochainement.

Ce changement de paradigme ouvre la voie à des opportunités inédites. L'adoption d'un cadre légal adapté est indubitablement le chaînon manquant pour habilitier nos leaders actuels à innover demain, tout en respectant les normes sociales et environnementales les plus strictes.

Dans un monde fragmenté, il est essentiel que nos choix contribuent à façonner une Suisse à la fois innovante et digne de confiance, qui avance résolument. Ces décisions forment le socle d'une nouvelle version du «Swiss made», synonyme de responsabilité et de durabilité. En cette nouvelle époque, ces engagements essentiels nous incitent à dépasser le statu quo et l'attentisme, marquant ainsi le début d'une ère de progrès et d'innovation responsable. ■